

der à l'Etat un droit d'acquisition prioritaire sur les denrées alimentaires : Art. 1^{er} : *Son amendement* [1^{er} octobre 1946] (p. 4322).

SCHERER (M. Marc), Député du département de la Haute-Marne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la Constitution [19 juin 1946] (p. 2545).

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e bureau : sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime [12 juin 1946] (A., p. 2502); sur les opérations électorales du territoire de la Côte d'Ivoire, Collège des non-citoyens [18 juin 1946] (p. 2719); Collège des citoyens [6 août 1946] (p. 3033). — Participe à la discussion du rapport sur la composition et l'élection des membres du Conseil de la République : *Discussion générale* [27 septembre 1946] (p. 4162).

SCHIEVER (M. Georges), Député du département de l'Yonne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 juin 1946] (p. 2555).

SCHMIDT (M. Robert), Député du département de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

SCHMITT (M. Albert), Député du département du Bas-Rhin.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre de la

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

Dépôts :

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi relative au prêt au mariage, n^o 80. — Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n^o 81. — Le 26 juillet 1946, une proposition de loi tendant à instituer le prêt au mariage, n^o 284.

Interventions :

Participe à la discussion d'une interpellation de M. Marin concernant le projet de loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre : *Discussion générale* [9 août 1946] (A., p. 3169). — S'excuse de son absence [14 juin 1946] (p. 2537), [23 juillet 1946] (p. 2750). — Obtient un congé [23 juillet 1946] (p. 2750).

SCHMITT (M. René), Député du département de la Manche.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (p. 2555).

Dépôts :

Le 8 août 1946, une proposition de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, n^o 405. — Le 22 août 1946, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Maurice Petsche et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la réparation intégrale des dommages de guerre, n^o 503. — Le 12 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des bons de priorité qui seraient remis aux propriétaires de voitures automobiles réquisitionnées afin de leur per-